

Séance publique du lundi 22 juillet 2013

Convoqué le mardi 16 juillet 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 22 juillet 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, , Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, , Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Sophie BONIFACE-PASCAL, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Hélène QVISTGAARD, Régine SOUCHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Laure FARGIER, Martine PETITOUT.

Création de la commission consultative des cessions immobilières

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La présente délibération a pour objet la création d'une commission consultative permettant de poser le cadre relatif à l'instruction des cessions de biens immobiliers propriétés de la Ville et d'aider à la décision de cession du patrimoine communal.

Sur le fondement de l'article L. 2121-22 du Code général des collectivités territoriales, « *le conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration soit à l'initiative d'un de ses membres. Elles sont convoquées par le maire, qui en est le président, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché. Dans les communes de plus de 3500 habitants, la composition des différentes commissions, y compris les commissions d'appel d'offres et les bureaux d'adjudications, doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale* ».

La commission consultative des cessions immobilières sera chargée d'émettre un avis consultatif sur le choix de l'acquéreur dans le cadre de la procédure générale de mise en vente suivante :

En amont :

- délibération du conseil municipal valant décision d'inutilité du bien pour la Ville, le cas échéant déclassement du domaine public et décision de mise en vente,
- élaboration d'un cahier des charges précisant les critères de sélection spécifiques à chaque bien mis en vente,
- publicité dans la presse écrite, sur le site internet de la Ville et courrier à la chambre départementale des notaires,
- dépôt des soumissions d'achat par les acquéreurs potentiels,
- **réunion et avis de la commission consultative des cessions immobilières pour sélectionner un acquéreur en fonction des critères fixés par le cahier des charges de sélection,**

En aval :

- délibération du conseil municipal procédant à la vente du bien,
- signature d'un compromis de vente sous conditions suspensives,
- signature de l'acte authentique après levée des conditions suspensives.

La commission, lors de sa première réunion, adoptera un règlement intérieur déterminant ses propres modalités de saisine et d'organisation.

Sont expressément exclus de la présente procédure les biens dont l'acquéreur est une personne publique, ou une personne morale de droit privé agissant au nom et pour le compte d'une personne publique, dans le cadre de ses missions d'intérêt général, ou lorsque l'identité de l'acquéreur du bien découle de l'application d'une réglementation expresse spécifique, et notamment les articles L. 112-8 et L. 123-4 du code de la voirie routière ainsi que les biens dont la superficie réduite ou les particularités rendent inutiles une consultation sur décision de la Commission consultative des cessions immobilières.

Cette commission, dont la présidence est assurée par le Maire, ou par l'Adjoint délégué à l'urbanisme, sera composée de 8 élus représentant l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale (scrutin de liste à la représentation proportionnelle avec répartition à la plus forte moyenne).

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter la proposition de création de la commission consultative des cessions immobilières,
- de désigner les 8 élus membres de cette commission, sous la présidence de Madame le Maire ou de l'Adjoint délégué à l'urbanisme,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Ont été élus :

- M.Serge FLEURENCE
- M.Hervé MARTIN
- M.Frédéric TSITSONIS
- Mme Agnès BOYER
- M.Max LEVITA
- Mme Marlène CASTRE
- Mme Nancy CANAUD
- M.Mustapha MAJDOUL

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 23 juillet 2013